



Covid-19 et politique au menu de la dernière rentrée de Jean-Michel Blanquer

Alors qu'approche la présidentielle, le ministre de l'éducation nationale se pose en gardien de l'« école ouverte », en enjambant les critiques des syndicats qui lui reprochent d'avoir multiplié, sur les fronts des réformes et de la crise sanitaire, les passages en force. Jean-Michel Blanquer restera-t-il le ministre de « l'école ouverte » ? C'est en tout cas ce qu'il souhaite, en imposant cette expression devenue la colonne vertébrale de sa politique depuis le début de la pandémie.

En cette rentrée, la deuxième en temps de Covid-19, l'expression revient à l'envi dans la bouche du locataire de l'hôtel de Rochechouart. Objectifs : assurer aux familles que leurs enfants seront tous accueillis à l'école le 2 septembre, puisque le protocole retenu ne prévoit pas d'enseignement à distance ni de demi-groupes ; inscrire dans les mémoires, aussi, cette expression, « école ouverte », qui donne son titre à un livre de rentrée signé par le ministre. L'ouvrage paraîtra le 9 septembre chez Gallimard.

Sur le terrain, pourtant, cette ligne de force reste parfois vécue comme une ligne de fracture. Bien sûr, enseignants et parents souhaitent voir les écoles ouvertes. Mais alors que le variant Delta progresse, au même titre que la vaccination – avec 57 % des adolescents de plus de 12 ans primo-vaccinés, pour 70 % de la population générale –, la place de l'école primaire suscite des inquiétudes. « Il est faux de dire que le milieu scolaire serait plus propice qu'un autre à la circulation du virus », assurait Jean-Michel Blanquer, le 22 août, dans le Journal du dimanche JDD

Pourtant, le primaire, qui accueille une population pour qui la vaccination n'est pas possible, sera bientôt le dernier réservoir de non-vaccinés. Dans une tribune parue dans Le Monde le 19 août, un collectif de médecins et de professionnels de l'éducation réclamait des mesures plus strictes à l'école. Selon les projections de l'Institut Pasteur, la moitié des contaminations pourraient concerner, mi-septembre, des enfants et des adolescents.

« A mesure que le virus va recommencer à circuler à l'école, les enfants malades, donc les possibilités de cas graves, vont se multiplier, c'est mathématique », a noté Guislaine David, du SNUipp-FSU, lors de sa conférence de presse de rentrée, le 24 août. En date du 23 août, 67 enfants de moins de 9 ans et 80 enfants de 10 à 19 ans atteints du Covid-19 étaient hospitalisés en France, dont vingt-quatre en soins critiques.

« Bulldozer »

Aux accusations de déni face à la situation sanitaire, s'ajoutent des critiques face à une communication de crise qui privilégie la presse grand public. « Il faut acheter le JDD pour savoir comment va se passer la rentrée », ironisait, dimanche, Guislaine David.

Les chantiers, nombreux, lancés par M. Blanquer avant le début de la crise sanitaire avaient déjà contribué à figer l'image d'un ministre « vertical », voire autoritaire. « Je me conçois comme un professeur qui est aujourd'hui honoré d'être ministre », défendait-il dans nos colonnes, le 21 mai 2017, lors de son premier entretien comme membre du gouvernement donné à la presse écrite. Il y expliquait ne pas vouloir être un « ministre de l'injonction ». Les syndicats d'enseignants en tiennent pourtant la liste, énumérant les circulaires reçues, les recommandations pédagogiques et pratiques.

Les spécialistes de l'école dressent ainsi la liste des réformes lancées en quatre ans : des « dédoublements » de classes au primaire à la transformation du lycée en passant par l'abaissement de l'âge de l'instruction obligatoire à 3 ans, les évaluations à tous les niveaux de la scolarité, ou la refonte du baccalauréat, le ministre de l'éducation a « coché toutes les cases du programme présidentiel », reconnaît-on jusque dans les rangs syndicaux. Un « touche-à-tout », disent les réformateurs Un « bulldozer », souffle-t-on au sein de la FSU.

Article réservé à nos abonnés Lire aussi

Côté enseignants, cet empressement a été durement ressenti. « Depuis le début du quinquennat, sa méthode de gouvernance met le système sous tension en permanence », lance une syndicaliste qui s'inquiète de voir le ministre de l'éducation nationale s'enfermer dans une lecture univoque de son propre bilan – lui qui a pu affirmer aux partenaires sociaux, sans sourciller, qu'il avait « toujours raison ».

« Côté capitaine de navire »





« Le rebond de l'école primaire a commencé, affirmait ainsi Jean-Michel Blanquer dans un entretien donné au Figaro , mi-juillet, saluant les résultats obtenus par les écoliers aux évaluations nationales. Mon objectif est d'avoir des enfants qui arrivent en 6 e en maîtrisant les savoirs fondamentaux Nous n'y sommes pas encore, mais, pour la première fois, les courbes s'inversent. » L'affirmation a beaucoup fait réagir dans les cercles d'enseignants qui considèrent que, s'il s'agit de dresser un bilan de la période, il faut d'abord interroger la persistance des inégalités scolaires et des déterminismes sociaux, soulignée par la crise sanitaire.

« Sa posture politique, ce côté capitaine de navire qui n'infléchit pas son cap dans la tempête, quand ça tangue sur le plan scolaire et sanitaire, c'est bien pratique, analyse un inspecteur. C'est une façon d'enjamber les difficultés de fond de l'école. » Un moyen, aussi, de sortir de l'image de technocrate pour conquérir tous ses gallons au sein de la Macronie ? En politique, le statut d'expert ne suffit pas : Jean-Michel Blanquer l'a éprouvé en juillet 2020 en voyant, lors du remaniement, le ministère de l'intérieur lui échapper au profit de Gérald Darmanin.

« Il reste un politique in vivo, glisse un ancien syndicaliste, qui le côtoyait déjà sous le quinquennat Sarkozy. Il doit son parcours et son ascension à sa nomination par le " prince " . Mais il n'a pas affronté le suffrage universel ; il s'y est même dérobé lors des régionales [en Ile-de-France]. C'est là son talon d'Achille. »

Alors que s'ouvre la dernière année du quinquennat, le séjour de Jean-Michel Blanquer à la tête de l'éducation nationale touche à sa fin, en même temps que s'ouvre une campagne présidentielle où les sujets scolaires « hors Covid-19 » auront probablement du mal à se frayer un chemin. « Si on arrive à parler de l'école indépendamment de la crise sanitaire au cours de cette campagne, ce sera pour parler de laïcité » , regrette d'avance Sophie Venetitay, du SNES-FSU.

Think tank sur les valeurs de la République

Alors que tous les chantiers propres au système éducatif ont été lancés en début de quinquennat – certains restant à achever, comme la réforme de la formation des enseignants – le ministre voit s'ouvrir une période très politique. Jean-Michel Blanquer ne fait d'ailleurs pas secret de ses projets : il a en tête un think tank autour de la défense des valeurs de la République.

« C'est un sujet qu'il laboure depuis longtemps, confiait-on dans son entourage avant la pause estivale. Il a approché de nombreuses personnalités, de Dominique Schnapper [sociologue placée à la tête de son « Conseil des sages de la laïcité »] à Manuel Valls, de Gilles Clavreul [haut fonctionnaire, membre fondateur du Printemps républicain] à Jean-Pierre Chevènement... Mais il n'y a, à ce stade, ni statuts déposés, ni nom, ni rythme de réunion. » Bref, rien d'officiel encore.

Nul n'a oublié sa sortie virulente – lui-même assume le terme de « contre-offensive » – après l'attentat contre l'enseignant de collège Samuel Paty, à Conflans-Saint-Honorine (Yvelines), en octobre 2020 : M. Blanquer avait alors dénoncé les « ravages » de l'« islamo-gauchisme » dans les facultés, suscitant la stupeur de la Conférence des présidents d'université. D'autres expressions ont fait leur apparition dans la novlangue officielle : il est question de porter le fer contre la « cancel culture » et contre l'idéologie « woke ».

Cette « contre-offensive », Blanquer entend la déployer sur le terrain de l'école : l'éducation nationale compte, dès cette année, donner corps à une « formation commune » à tous les enseignants en matière de laïcité. L'ancien inspecteur Jean-Pierre Obin a été chargé d'en définir le contenu. Le ministre doit aussi présenter, à l'occasion de sa traditionnelle conférence de presse de rentrée, le 26 août, les contours d'une « initiative pédagogique » censée « éclairer, nourrir, pousser les enseignants à s'approprier la laïcité en classe », fait-on savoir au ministère.

Les observateurs de l'école le disent : si Blanquer a gagné une assise politique en embrassant le cheval de bataille de la laïcité, il s'adresse, ce faisant, bien plus au grand public qu'au monde enseignant. A une frange plutôt conservatrice pour qui l'école (sa « sécurité », son « niveau ») peut constituer un argument de vote.

Mattea Battaglia et Violaine Morin

